

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 30 mars au 3 avril 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Régional** : La BAD lance un mécanisme de 11,3 millions USD pour financer des mini-réseaux
- ❖ **Éthiopie** : Face aux pénuries d'essence, le gouvernement fédéral met en congé les fonctionnaires non-essentiels
- ❖ **Madagascar** : Constitution d'un nouveau gouvernement

LE CHIFFRE A RETENIR

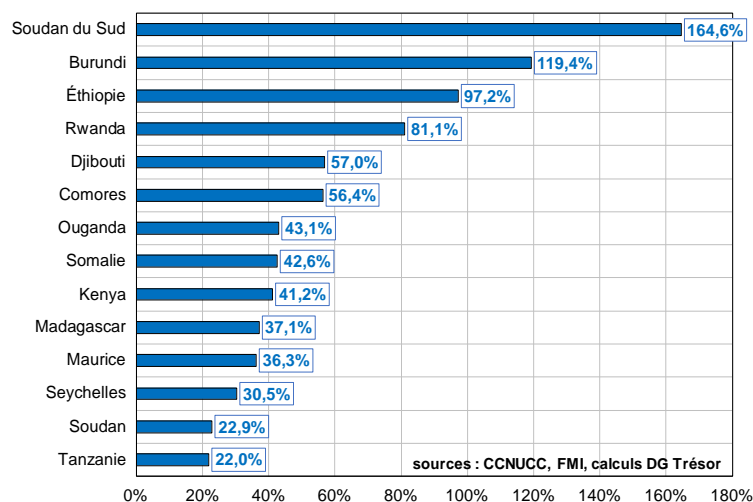
+30%

**TANZANIE : HAUSSE DU PRIX DES
CARBURANTS ANNONCÉE
AU 1^{ER} AVRIL 2026**

Le graphique de la semaine

AEOI : investissements nécessaires pour la mise en œuvre des CDN

- en % du PIB -



Les contributions déterminées au niveau national (CDN) sont des plans nationaux d'action climatique élaborés par chaque pays dans le cadre de l'Accord de Paris, mis à jour tous les cinq ans. Chaque État y précise ses objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, ses mesures d'adaptation au changement climatique et les moyens financiers, techniques et institutionnels nécessaires à leur mise en œuvre. Les montants des investissements nécessaires pour les nouvelles CDN correspondent à des efforts importants en termes de pourcentage du PIB pour beaucoup de pays de la région. Le Soudan du Sud et le Burundi doivent investir l'équivalent de 164,6 % et 119,4 % de leur PIB, respectivement, pour mettre en œuvre leurs engagements. Les pays pour lesquels l'effort est moins important sont la Tanzanie et le Soudan, qui doivent tout de même investir l'équivalent 22,0 % et 22,9 % de leur PIB, respectivement.

REGIONAL

La BAD lance un mécanisme de 11,3 M USD pour financer des mini-réseaux

Le 25 mars, la [Banque africaine de développement \(BAD\)](#) a approuvé une subvention remboursable de 5,65 M USD issue du Fonds pour l'énergie durable en Afrique pour lancer le Mécanisme d'agrégation des certificats d'énergie renouvelable pour la paix (P-REC), une initiative qui finance des mini-réseaux dans les pays africains les plus fragiles et énergétiquement défavorisés. Cofinancé par le Fonds nordique de développement à hauteur équivalente, le mécanisme de 11,3 M USD sera géré par Camco Clean Energy et Energy Peace Partners, créateurs du label P-REC. Il mobilise des certificats d'énergie renouvelable pour la paix (P-REC), c'est-à-dire des titres attestant la production d'électricité renouvelable par de petits mini-réseaux dans des communautés affectées par les conflits, que des multinationales achètent volontairement pour soutenir des projets à fort impact social et environnemental. Le mécanisme impliquera des développeurs dans 14 pays, dont le Burundi, l'Éthiopie, la Somalie, le Soudan, le Soudan du Sud et l'Ouganda. Les développeurs reçoivent un paiement anticipé pour leurs certificats, que le mécanisme revend ensuite à des acheteurs internationaux, générant des fonds durables pour électrifier les communautés et soutenir des bénéfices sociaux concrets.

Le Soudan du Sud et le Kenya s'accordent pour lever leurs barrières commerciales

Une réunion bilatérale s'est tenue entre le Soudan du Sud et le Kenya entre le 23 et le 27 mars, à Juba. Les deux parties ont discuté des principaux obstacles qui entravent les échanges commerciaux et financiers transfrontaliers. En 2024, les exportations kényanes vers le Soudan du Sud étaient de 220 M USD, contre moins de 100 000 USD d'importations en provenance du Soudan du Sud. Les principaux sujets relevaient donc principalement des flux Kenya-Soudan du Sud, en particulier, selon Nairobi, des frais de transport jugés excessifs, les inspections intempestives des cargaisons et des freins à l'investissement privé. Un accord sur la promotion des échanges et investissements a été discuté, avec une perspective de signature en juin prochain à Nairobi. A également été évoquée l'avancement du chantier de la route Nadapal-Juba.

COMORES

Reprise des importations de riz par l'Onicor

L'Office national d'importation et de commercialisation du riz (Onicor) a réceptionné 7 000 tonnes de riz (10 % de brisure), débarqués en mars dans les ports de Mutsamudu et de Moroni. L'opération s'inscrit dans le cadre d'un dispositif de gestion supervisé conjointement avec la Banque de développement des Comores, afin de sécuriser les transactions et le suivi des stocks. Selon l'Onicor, environ 40 conteneurs supplémentaires en provenance de Tanzanie sont en cours d'acheminement. Cette reprise des importations intervient dans un contexte de forte dépendance du pays aux approvisionnements extérieurs et de tensions sur les coûts liés au transport maritime. Les autorités indiquent par ailleurs que des discussions pourraient reprendre avec l'International Islamic Trade Finance Corporation, entité de la Banque islamique de développement, en vue de soutenir les prochains approvisionnements en riz.

DJIBOUTI

Adoption d'une feuille de route pour opérationnaliser la stratégie d'économie bleue

Djibouti s'est doté d'une feuille de route pour la mise en œuvre de sa Stratégie nationale de l'économie bleue, élaborée à l'issue d'un processus de consultations sectorielles engagé depuis septembre 2025. Ce document vise à traduire les priorités stratégiques en un portefeuille de projets commercialement viables, susceptibles d'attirer des financements extérieurs et l'intérêt des partenaires techniques. Il cible notamment les secteurs à fort potentiel encore sous-exploités que sont la pêche, le tourisme côtier, les énergies renouvelables marines et le financement climatique. La lutte contre la pêche illégale – qui représenterait 22 % des captures – figure parmi les axes d'action prioritaires.

Lancement du projet d'implantation d'une École 42

La signature d'un accord de partenariat, lundi 30 mars, entre l'Association Djibouti Code Campus et le réseau international 42, ouvre la voie à l'installation d'un campus de l'École 42 à Djibouti. Porté par le ministère de l'Économie numérique, le projet est financé en

partie par l'Union européenne (7 M EUR sur quatre ans dans le cadre du projet *E-Skills*) ainsi que par le secteur privé franco-djiboutien via le groupe d'affaires franco-djiboutien. Fondée en 2013 à Paris par Xavier Niel, l'École 42 repose sur un modèle pédagogique innovant, sans enseignants ni cours magistraux. Le futur établissement proposera une formation sans enseignants ni cours magistraux, fondée sur l'apprentissage par projet et axée sur le développement logiciel, la cybersécurité et les données. L'école, accessible indépendamment du parcours académique, vise à former des profils qualifiés pour répondre aux besoins du marché local, soutenir l'entrepreneuriat technologique et renforcer la compétitivité du secteur privé djiboutien.

ÉTHIOPIE

Le comité de politique monétaire maintient le taux directeur et les restrictions sur la croissance du crédit

Lors de sa 5^e réunion, le 21 mars 2026, le comité de politique monétaire de la Banque centrale a réaffirmé son engagement à maintenir une politique monétaire restrictive pour garantir la stabilité des prix. Malgré une baisse notable de l'inflation au cours des deux dernières années – passée de +15 % en glissement annuel en février 25 à +9,7 % en février 2026 – les incertitudes pesant sur l'économie suite au déclenchement du conflit au Moyen-Orient ont justifié le maintien du taux directeur de la NBE (15 %) et des plafonds de croissance annuelle du crédit à leurs niveaux actuels (24 %). Le comité a convenu de se réunir plus fréquemment dans les prochaines semaines afin d'évaluer l'intérêt de mesures complémentaires pour faire face à la crise.

Face aux pénuries d'essence, le gouvernement met en congés les fonctionnaires non-essentiels

Depuis le déclenchement du conflit au Moyen-Orient, l'Éthiopie fait face à d'importantes pénuries de carburant, en particulier de gazole, qui affecte la disponibilité des transports publics (services de bus et minibus). Avant crise, les importations de carburant seules représentaient près de 4 Md USD par an, soit plus de 90 % des revenus d'exportations du pays. La hausse des cours contraint les approvisionnements éthiopiens, le gouvernement ne disposant que de marges de manœuvres budgétaires très réduites. Afin de réduire la consommation locale, le gouvernement a ordonné à toutes les institutions publiques et

entreprises d'État de mettre en congé annuel les employés non essentiels. Début mars, le gouvernement fédéral avait déjà appelé la population à restreindre ses déplacements et annoncé prioriser l'allocation de carburant pour les projets d'infrastructures publiques, notamment la construction du nouvel aéroport de Bishoftu.

KENYA

Crédits supplémentaires de 2,82 Md USD proposés pour le budget 2025/26

Dans son rapport du 31 mars 2026 sur les [Supplementary Appropriations I 2025/26](#), le Comité Finance et Planification de l'Assemblée nationale recommande une hausse des crédits de 363,9 Md KES (2,82 Md USD). Les principaux secteurs bénéficiaires seraient l'éducation, les transports, l'agriculture, la santé, la défense et la sécurité. Cette recommandation s'inscrit dans le prolongement d'une proposition du ministère des Finances (NT), qui portait sur 2,2 Md USD de dépenses supplémentaires (dont 1,6 Md USD de dépenses récurrentes et 670 M USD de dépenses de développement), soit une hausse de 11,3 %, excédant le plafond légal de 10 %. En intégrant les transferts aux gouvernements de comté, l'ajustement total atteindrait 2,5 Md USD (+13,5 %). Le rapport doit désormais être débattu et adopté par l'Assemblée nationale, avec ou sans amendements. Le projet de loi de finances rectificative est ensuite présenté, examiné et voté, avant promulgation par le Président.

Hausse de +10,7 % de la consommation de carburants en 2025

Selon le rapport sur l'état de l'industrie pétrolière du 1^{er} trimestre 2026, publié par le *Petroleum Institute of East Africa (PIEA)* le 30 mars 2026, la consommation totale de carburant a augmenté de +10,7 % en 2025, atteignant 6,55 millions de mètres cubes contre 5,92 millions en 2024. Cette croissance est portée par l'amélioration des conditions macroéconomiques : une inflation et un taux de change stable et une croissance dynamique. L'essence et le diesel sont restés dominants, avec des hausses respectives de +11,4 % et +9,6 %, soutenues par la baisse des prix à la pompe. La consommation de fioul a bondi de 65,2 %, portée par l'industrie et la production d'énergie de secours. Le kérosène a progressé de 18,9 %, principalement pour la production thermique. Le carburéacteur a reculé de -4,2 %, reflétant la reprise

BREVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

lente du secteur aérien. Le GPL a enregistré une forte croissance, à +14,7 %, atteignant 475 943 tonnes.

Inflation en légère hausse en mars à +4,4 %

En mars 2026, l'inflation a légèrement augmenté à +4,4 %, après +4,3 % en février, qui était un niveau le plus bas depuis sept mois. Cette hausse s'explique principalement par une accélération des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+7,7 % contre +7,3 %), du logement et des services publics (+2,0 % contre +1,8 %), ainsi que de la santé (+2,7 % contre +2,4 %). En revanche, l'inflation a baissé pour les boissons alcoolisées et le tabac (+2,3 % contre +2,5 %), l'habillement et les chaussures (+1,8 % contre +2,0 %), ainsi que les restaurants et hôtels (+2,4 % contre +2,7 %). Les prix des transports ont également progressé plus lentement (+3,8 % contre +4,0 %), soutenus par des mesures publiques sur les carburants.

Le Parlement approuve la cession partielle de Safaricom via la Bourse

Le 31 mars 2026, [l'Assemblée nationale](#) a adopté le rapport conjoint des commissions des Finances et du Plan national et de la Dette publique et des privatisations relatif au Sessional Paper n° 3 de 2025, autorisant la cession partielle de la participation de l'État kényan dans Safaricom PLC, avec effet au 1er avril 2026 (sous réserve des autorisations réglementaires). L'opération réduit la participation de l'État de 35 % à 20 %, avec la vente de 15 % à Vodacom au prix de 34 KES (0,26 USD) par action via une transaction de bloc négociée à la Bourse de Nairobi — c'est-à-dire une opération conclue de gré à gré afin de limiter l'impact sur le marché — valorisant cette part à 204,3 Mds KES (1,58 Md USD). Vodacom portera ainsi sa participation à 55 %, devenant actionnaire majoritaire de l'opérateur. L'État percevra 40,2 Mds KES (311 M USD) en paiement anticipé de dividendes futurs, pour une valeur totale d'environ 244,5 Mds KES (1,89 Md USD). Les recettes alimenteront le Fonds national d'infrastructures,.

MADAGASCAR

Le coût de la corruption et du détournement de fonds publics est évalué à 68 M EUR

Présenté le 26 mars 2026 au ministère des Affaires étrangères, le rapport annuel 2025 du Bureau indépendant anti-corruption (BIANCO) met en évidence l'ampleur des pertes financières pour l'État malgache en 2025, estimées à 325 Md MGA (68 M EUR),

au titre de la corruption et du détournement de fonds publics. Le rapport souligne par ailleurs une amélioration des performances opérationnelles du BIANCO, notamment dans le traitement des dossiers et des déferrements. La récupération des avoirs illicites apparaît également plus efficace, dans un contexte de renforcement global des équipes d'investigation. Selon le BIANCO, 83 procédures ont permis en 2025 de récupérer environ 278 Md MGA (58 M EUR), dont 257 Md MGA de saisies (multipliées par 12 en un an). Elles incluent notamment des comptes gelés, des biens immobiliers et des produits miniers. Les données ne sont toutefois pas comparables à celles de l'Agence de recouvrement des avoirs illicites, en raison de différences de périmètre et de temporalité.

Constitution d'un nouveau gouvernement

Suite à sa désignation le 15 mars 2026, le Premier ministre M. Rajaonarison, a constitué son gouvernement. Annoncé le 25 mars, il est constitué de 30 membres (29 ministres et 1 ministre délégué) dont 9 femmes. 17 ministres ont été reconduits, notamment les ministres chargés de l'économie et des finances, des mines, de l'eau, du développement numérique et de l'aménagement du territoire. 13 nouveaux ministres font leur entrée aux portefeuilles suivants : affaires étrangères, éducation nationale, industrialisation et développement du secteur privé, pêche et économie bleue, énergie et hydrocarbures, travail, emploi et fonction publique, population et solidarités, environnement et développement durable, transports et météorologie, agriculture et souveraineté alimentaire, élevage, enseignement technique et formation professionnelle, et travaux publics. En amont de leur nomination, les candidats aux fonctions ministérielles ont été soumis à un test du polygraphe, intégré au processus de sélection afin d'évaluer leur intégrité dans un contexte de lutte contre la corruption.

MAURICE

Baisse de la production de poisson et de sucre en 2025

Selon Statistics Mauritius, la production de poisson a atteint 37 928 tonnes en 2025, en baisse de -1,3 % par rapport à 2024. Le poisson et les préparations de poisson ont constitué le 1^{er} poste pour les exportations domestiques de Maurice en valeur (12 Md MUR, soit 220,8 M EUR) en 2025, affichant ainsi une baisse de -2 % par rapport à 2024. Concernant la canne à sucre,

33805 hectares ont été récoltés en 2025, permettant une production de canne à sucre de 2,32 M tonnes (+5,7 %), pour 220 305 tonnes de sucre (-2,3 %) produites. Le sucre a été le 3^{ème} poste d'exportations du pays (8,8 Md MUR, soit 161,8 M EUR) en 2025, subissant une baisse de -13,7 % par rapport à 2024. Pour le thé, les surfaces cultivées ont été de 623 ha en 2025, soit -1,9% par rapport à 2024. La production de feuilles de thé vert a chuté de -11,6 %, atteignant 5317 tonnes l'an dernier. La production de volailles en 2025 progresse de +5,8 % par rapport à l'année précédente, passant de 53 900 à 57 000 tonnes.

UGANDA

UETCL : la hausse d'activité masquée par un risque élevé sur les créances clients

La compagnie publique UETCL (Uganda Electricity Transmission Company Limited), chargée de transporter l'électricité en Ouganda, fait face à une dégradation marquée de sa situation financière. Paradoxalement, son réseau s'est accru de +6,5 % et ses capacités de fourniture électrique ont augmenté de +3 %, permettant une hausse des revenus (+9 %). Pour autant, ses résultats sont obérés par le poids du compte créances clients (325 M EUR). Ces dernières émanent majoritairement d'Umeme (principal concessionnaire privé de distribution d'électricité en Ouganda jusqu'en 2025, pour environ 140 M EUR) et font l'objet d'un arbitrage, contraignant l'opérateur à passer une provision pour dépréciation de 112 M EUR. Ces impayés augmentent le besoin en fonds de roulement d'UETCL et font peser un risque de liquidité, ce qu'avait déjà souligné l'auditeur général dans son rapport de janvier dernier. La marge opérationnelle a ainsi chuté de 7,36% à -23% cette année, reflétant l'impact des provisions et limitant la capacité d'UETCL à investir dans le réseau.

Les exportations d'or atteignent des records

En janvier 2026, les exportations d'or ougandaises ont atteint un niveau record, avec 913,9 M USD d'exportations sur un mois, soit 63 % des exportations totales du pays en valeur. Le principal débouché reste le Moyen-Orient qui représente près de 50 % des exportations totales. Ce résultat s'explique à la fois par un effet prix favorable, avec le niveau très élevé du cours, mais aussi un effet volume. Alors que la production est encore majoritairement artisanale et à petite échelle, les

exportations ont augmenté de 76 % sur un an. Elles sont portées par des complexes miniers d'envergure comme la mine Wagagai inaugurée en août dernier avec un investissement de 250 M USD de la société chinoise Wagagai Mining (U) Limited et capable de raffiner le métal jusqu'à une pureté de 99,9%.

L'inflation reste maîtrisée en mars malgré des tensions sur les prix énergétiques

Malgré la forte hausse des prix énergétiques mondiaux (+44 % sur le cours du Brent depuis fin février), l'inflation ougandaise sur un an est de +2,8 % en mars 2026, contre +2,9 % en février. L'inflation sous-jacente baisse à +2,9 %, alors qu'elle était de +3,0 % le mois précédent. La facture énergétique est en hausse de +4,1 % (contre +2,7 % le mois précédent). Le diesel a notamment augmenté de +3,0 % et l'essence de +4,4 %. Cette stabilité relative du prix des produits pétroliers en dépit du contact géopolitique s'explique par un effet de stocks. L'UNOC commercialise encore des produits entrés sur le territoire avant le début du conflit au Moyen-Orient et écarte tout risque de rupture d'approvisionnement même si certains distributeurs comme Stabex ont annoncé des tensions dans leur réseau.

RWANDA

Financement d'ampleur pour les tours télécom

Le 27 mars, un consortium de banques rwandaises a signé un accord de financement pour soutenir l'acquisition de 1467 sites de télécommunication désormais exploités par Ishara Towers Rwanda Ltd (anciennement IHS Rwanda). L'opération a été décrite comme l'une des plus importantes syndications de dette du Rwanda, impliquant six banques.

Accord avec le FMI pour un programme ECF de 250 M USD sur 38 mois

Le 2 avril 2026, le gouvernement rwandais a conclu un accord au niveau des services avec le FMI sur un programme de 38 mois au titre de la facilité de crédit élargie (ECF), d'un montant de 185 M DTS (environ 250 M USD). L'accord doit être approuvé par la direction et le Conseil d'administration du FMI, avec une décision attendue en juin 2026. Ce programme vise à soutenir la poursuite des réformes, le maintien de la stabilité macroéconomique, la reconstitution des marges de manœuvre et l'atténuation des effets du conflit au Moyen-Orient. Il repose sur trois axes :

cohérence des politiques économiques, gestion des risques budgétaires et d'endettement, et promotion d'une croissance tirée par le secteur privé avec une supervision transparente des entreprises publiques. Les réformes incluent un cadre budgétaire à moyen terme, la stratégie de mobilisation des recettes (MTRS-2), un meilleur contrôle des investissements financés par l'extérieur et la protection des dépenses prioritaires.

SOUDAN

Creusement de - 111 % du déficit commercial

D'après les données du commerce extérieur pour 2025 publiées par la Banque centrale, le déficit commercial s'est fortement creusé en 2025 (-3,8 Md USD après -1,8 Md USD en 2024). Cette détérioration est due notamment à la progression de +31 % des importations (6,4 Md USD), et d'un recul de -16 % des exportations (2,6 Md USD). Les exportations sont dominées par l'or (1,5 Md USD), les animaux vivants (466 M USD) et le sésame (333 M USD). Les EAU demeurent la 1^{ière} destination des exportations (926 M USD dont 864 M USD d'or). Pourtant, pour la première fois, le Soudan a diversifié ses destinations d'or avec des ventes vers l'Égypte (518 M USD), le Sultanat d'Oman (76 M USD) et le Qatar (40 M USD). Les EAU sont également le premier fournisseur avec des importations s'élevant à 926 M USD, dont les produits pétroliers constituent plus de 60 %.

SEYCHELLES

Maintien du taux directeur à 1,75 % pour le 2^e trimestre 2026

Le conseil de la Banque centrale des Seychelles (CBS) a décidé de conserver le taux directeur à 1,75 % pour le 2^e trimestre 2026. Les taux d'intérêt de la facilité de dépôt permanente et de la facilité de crédit permanente sont maintenus respectivement à 0,25 % et 3,25 %. Le Conseil a examiné les facteurs entravant la transmission de la politique monétaire sur le marché national. Le taux de réserves obligatoires est maintenu à 10 % sur les dépôts libellés en roupies, permettant de maintenir la liquidité et d'offrir la possibilité d'augmenter le crédit afin de soutenir

l'activité économique, qui continue d'être portée par le secteur du tourisme, principale source de devises étrangères. Jusqu'à présent, en 2026, la roupie seychelloise s'est appréciée par rapport au dollar américain, mais s'est dépréciée face à l'euro. L'inflation reste très faible, à +0,3 % en février 2026.

TANZANIE

Hausse brutale des prix du carburant sur fond de crise d'approvisionnement mondiale

L'Autorité de régulation des services publics d'énergie et d'eau (Ewura) a annoncé le 1^{er} avril 2026 une hausse de plus de +30 % des prix du carburant en Tanzanie, contredisant les assurances récentes du gouvernement sur des stocks suffisants jusqu'à mi-mai. À Dar es Salaam, l'essence et le diesel sont passés de 2951 (1,15 USD) to 3806 (1,52 USD) Tsh/litre, tandis que le kérosène atteint 3806 (1,52 USD) par litre. Dans certaines régions de l'intérieur, les prix dépassent 4000 (1,60 USD) Tsh per litre. Cette augmentation est liée au conflit au Moyen-Orient. Malgré des stocks encore disponibles et des livraisons attendues, la hausse devrait rapidement se répercuter sur les transports, les denrées alimentaires et le coût de la vie. Les autorités renforcent les contrôles pour limiter la spéculation et les pénuries artificielles.

Suspension des ventes d'or

La Bank of Tanzania (BoT) a suspendu son projet de vente d'une partie de ses réserves d'or, adoptant une approche prudente face à la volatilité récente des marchés. Début mars 2026, la banque détenait environ 19,6 tonnes d'or, proche de son objectif de 20 tonnes, après une accumulation rapide entamée en octobre 2024 pour renforcer ses réserves de change. Cette stratégie visait initialement à revendre une partie des stocks afin de rééquilibrer le portefeuille. Toutefois, la légère baisse des cours mondiaux de l'or a conduit la banque à différer cette opération. Le gouverneur a indiqué que les niveaux actuels restaient inférieurs aux seuils visés. La banque privilégie désormais une posture d'attente, envisageant même de nouveaux achats si les prix continuaient de baisser.

LA DIRECTION GENERALE DU TRESOR EST PRESENTE DANS PLUS DE 100 PAYS A TRAVERS SES SERVICES ECONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

mathieu.bruchon@dgtresor.gouv.fr, paul.maignuet@dgtresor.gouv.fr

REDACTION : SER DE NAIROBI ET DES SE DE L'AEOI

POUR VOUS ABONNER CLIQUER SUR CE [FORMULAIRE](#)